

DENONCER LES VIOLENCES CONTRE LES ORGANISATIONS SOCIALES EN BOLIVIE

Jeudi 11 septembre, dans le Département de Pando (Nord de la Bolivie), un groupe de paysans et de dirigeants d'organisations sociales ont été victimes d'une embuscade suivie d'un massacre perpétré par des hommes lourdement armés. La presse faisait état à cette date de nombreux blessés et de 18 morts¹, 24 blessés et 106 disparus.

La Bolivie est depuis de longs mois secouée par une forte polarisation politique et des explosions de violence au sein des régions de l'est du pays (« Basses Terres », soit les départements de Santa Cruz, Beni, Tarija et Pando), régions où les Préfets ont radicalement exprimé leur opposition à la politique menée par le gouvernement du Président Evo Morales. A l'origine des dernières violences, une réforme destinée à redistribuer 30% des ressources de l'impôt sur les hydrocarbures pour le financement d'une allocation pour les personnes de plus de 60 ans, la « Rente Dignité ».

Auteurs des violences, des membres des « Comités Civiques » et des groupes de la « Juventud cruceñista », bandes de jeunes organisés et armés, commettent en totale impunité des actions violentes, des menaces de mort et violations des droits de l'homme à l'encontre des représentants des organisations paysannes et indigènes, des dirigeants syndicaux, détruisent des installations et bâtiments publics, les sièges des organisations sociales et des Organisations Non Gouvernementales locales. Vendredi 9 septembre, les bureaux de CEJIS (Centre d'Études Juridiques et de Recherche Sociales), organisation accompagnant les populations indigènes et paysannes de l'Est du pays, ont été totalement dévastés, ceux des organisations sociales telles que la CIDOB, CPESC, COPNAG, ont été attaqués ou détruits. De nombreuses organisations régionales et nationales (comme CIPCA) reçoivent des menaces.

Ces groupes, animés par des sentiments néo fascistes et au discours profondément raciste, les « Comités Civiques » et des préfets des régions des « Basses Terres » agissent contre les réformes impulsées par le gouvernement d'Evo Morales, visant à mettre en place les politiques redistributives et plus inclusives (nouvelle Constitution favorable aux populations indigènes, relance de la réforme agraire ...), longtemps attendues par les populations les plus vulnérables du pays. Ces réformes sont perçues comme une menace des intérêts des groupes minoritaires risquant de perdre leurs privilèges politiques et économiques. Malgré ces agissements, le Président Morales, conforté dans son action suite au Référendum révocatoire du 10 août 2008 (remporté avec 67.4% des électeurs, soit 13 points de plus qu'aux élections présidentielles de décembre 2005) est décidé à maintenir sa politique tout en adoptant une posture de conciliation et en proposant des négociations aux préfets de l'opposition, qui doivent au préalable restituer les édifices investis.

Les organisations de solidarité internationale, de défense des droits de l'homme françaises condamnent les actes de violence, les agressions, et menaces commises contre les organisations sociales du département de Pando.

Elles demandent que :

- la voie de la concertation soit privilégiée pour parvenir à une solution concertée au conflit dans le cadre du respect de l'Etat de droit, pour éviter une dégradation de la situation et l'augmentation des violences politiques et sociales.
- des enquêtes soient promptement menées pour éclaircir les faits ayant mené au massacre du 11 septembre 2008,
- soient condamnés les responsables de ce massacre,
- soit garantie la sécurité des dirigeants paysans, des défenseurs des droits de l'homme et des membres des organisations non gouvernementales,

¹ Le Monde, 18 septembre 2008

- que la liberté d'opinion et de manifestation des organisations sociales soient garanties sur l'ensemble du territoire

France Libertés

France Amérique Latine

Terre des Hommes France

Secours Catholique

Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement

Pax Christi France

ACAT France

Ecole de la Paix Grenoble

FIDH

Paris le 22 septembre 2008